L'émancipation contrainte de la politique étrangère saoudienne

Louis Blin

Dans Politique étrangère 2016/2 Été , pages 49 à 61
Éditions Institut français des relations internationales

ISSN 0032-342X
ISBN 9782365674997
DOI 10.3917/pe.162.0049
Date de mise en ligne : 06/06/2016

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-2-page-49?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

L'émancipation contrainte de la politique étrangère saoudienne

Par **Louis Blin**

Louis Blin est chargé de mission au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère des Affaires étrangères et du développement international. Il a notamment été consul général de France à Djeddah (Arabie Saoudite)[1].

Le retrait progressif des États-Unis du Moyen-Orient a profité à l'Iran. Cette situation n'est pas acceptable pour l'Arabie Saoudite qui s'affirme comme une puissance régionale de plus en plus active. Pour freiner l'expansion iranienne, Riyad n'hésite pas à s'impliquer militairement, que ce soit en Syrie ou au Yémen. L'affrontement saoudo-iranien ne doit pas être vu comme un choc entre sunnites et chiites : la politique étrangère saoudienne ne suit pas des considérations religieuses.

politique étrangère

L'Arabie Saoudite exaspère nombre d'Occidentaux pour ses supposés mystères. Elle a pourtant, de façon classique, la politique de sa géographie. Point de « complot wahhabite » dans la diplomatie saoudienne, mais une inquiétude et un nouvel activisme mal compris par beaucoup. La politique étrangère de l'Arabie Saoudite souffre, à l'instar du pays dans son ensemble, d'une image déplorable dans les pays occidentaux. Les rares Saoudiens conscients du tort causé par cette situation peinent à en identifier la source. En se bornant à l'aspect diplomatique, il leur faudrait admettre l'inadéquation de leur outil diplomatique au rôle international de leur pays et surtout leur incapacité à expliquer leur politique et, d'une manière générale, à communiquer dans ces pays selon les standards internationaux. L'incompréhension des Occidentaux touche en particulier la place de la religion dans la politique extérieure saoudienne, mais aussi ses objectifs régionaux, au premier rang desquels l'opposition à la politique iranienne.

1. Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne représentent pas le ministère des Affaires étrangères.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Une diplomatie wahhabite ?

Un lieu commun voudrait que la politique étrangère saoudienne soit guidée par l'idéologie wahhabite, qui serait exportée à coups de pétrodollars. Si tel est le cas, force est de constater son échec dans les principaux pays récipiendaires de l'aide saoudienne, mais aussi sous d'autres cieux. Le salafisme wahhabite n'a, en gros, gagné d'adeptes qu'en Asie (sous-continent indien surtout), en Égypte, et, de façon marginale, en Afrique sahélienne, au Maghreb et en Europe de l'Ouest. Il existe bien dans ces régions une nébuleuse salafiste dont les cadres sont passés par les universités islamiques saoudiennes, mais leur influence politique sur leur pays d'origine est quasi-nulle. La plupart des salafistes en question récusent d'ailleurs la politique dans son ensemble, l'abandonnant au Prince en échange de l'autonomie du religieux dans la société.

L'influence religieuse et sociale du wahhabisme hors d'Arabie est, elle, loin d'être négligeable, mais elle n'est pas dominante, à preuve la persistance du confrérisme, ennemi numéro un du salafisme. L'impact des Frères musulmans égyptiens et syriens sur l'Arabie Saoudite depuis les années 1960 paraît autrement profond, raison pour laquelle le régime saoudien les a pourchassés après les avoir accueillis. Il a même débouché sur la synthèse des deux idéologies par la *sahwa* saoudienne des années 1990, réprimée avec virulence par les Saoud. La confusion, fréquente en Occident, entre Frères musulmans et wahhabites, dans un contexte de réhabilitation des premiers aux États-Unis après le printemps arabe, a débouché sur la stigmatisation des seconds, sur lesquels se focalise désormais le rejet de l'islamisme par les opinions occidentales, ou même leur islamophobie. Tenter d'expliquer la politique étrangère saoudienne par le wahhabisme participe de la même démarche essentialiste que la recherche des ressorts du djihadisme dans le Coran. Elle n'explique rien car elle est viciée à la base. Sa fortune repose sur la frustration de certains Occidentaux de voir les musulmans échapper à leur emprise, exacerbée en ce qui concerne l'Arabie Saoudite à cause de sa richesse et de son mystère.

Une synthèse improbable entre nationalisme et salafisme

Loin de constituer un outil de politique étrangère, le wahhabisme pourrait plutôt être considéré comme un handicap dans le concert des États nations. En effet, il récuse par principe le nationalisme, en l'occurrence saoudien ou arabe, au profit de la solidarité de l'*oumma*. C'est la raison pour laquelle l'Arabie Saoudite était jusqu'en 2010 l'un des seuls pays au monde à ne pas célébrer officiellement de fête nationale. Elle a commencé cette année-là à commémorer un « jour national[2] », n'admettant de fête que

2. Al-yum Al-watani. Il commémore, chaque 23 septembre, la transformation du Royaume du Nejd, Hedjaz et dépendances en Royaume d'Arabie Saoudite, en 1932.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

religieuse. Le nationalisme saoudien est donc tempéré par le wahhabisme, mais aussi par le tribalisme et, d'une manière générale, par des structures sociales patriarcales. À aucun moment, dans la campagne du Yémen ou dans les diverses expressions nationalistes qui ont accompagné l'essor d'une politique régionale plus interventionniste, les dirigeants saoudiens n'ont utilisé la religion au service de leur dessein, s'opposant au contraire à son instrumentalisation par leurs adversaires, qu'ils soient iraniens ou djihadistes. Les nouveaux dirigeants de Riyad esquissent plutôt une synthèse improbable entre nationalisme et salafisme, qui déboucherait sur un patriotisme salafisé concurrent du salafisme djihadiste de Daech. L'Arabie Saoudite ne se voit pas en « leader du monde sunnite face à l'expansionnisme chiite » comme on le lit parfois, mais comme le chef de file de la résistance à l'hégémonisme iranien. Contrairement à une idée reçue, l'Organisation de la coopération islamique, basée à Djeddah, et où l'Arabie Saoudite jouit depuis 2014 d'une influence sans égale, s'occupe de tout sauf de religion. La Ligue islamique mondiale, basée à La Mecque, est par contre une ONG prosélyte contrôlée par l'Arabie Saoudite, mais dont le secrétaire général est réputé proche des Frères musulmans.

Dans la conception néo-patrimoniale de l'État qui prévaut en Arabie Saoudite, la politique étrangère doit servir à protéger le patrimoine national. En ce sens, elle bénéficie d'un consensus interne, la population ayant une conscience aiguë de l'envie suscitée par la richesse du pays. Point n'est besoin de la mobiliser à cette fin. Il est des pays où la relation avec l'extérieur sert des desseins expansionnistes ou hégémoniques, d'autres où elle vise à rassembler le peuple divisé autour d'un objectif mobilisateur. Rien de tout cela ici. Le patrimoine saoudien est tel qu'il revient avant tout à ceux qui en ont la garde de le préserver, par des alliances ou la dissuasion.

Les outils de la puissance saoudienne

Si l'identification d'une politique étrangère wahhabite relève de l'ignorance ou du fantasme, le prosélytisme wahhabite[3] au-delà des frontières saoudiennes est, par contre, une évidence dont on peut mesurer l'impact au quotidien sur Internet. Les millions de *followers* des principaux cheikhs saoudiens sur Twitter les rangent parmi les premiers faiseurs d'opinion dans le monde, aux côtés des vedettes d'Hollywood ou du show-business. Il s'agit là du *soft power* de l'Arabie Saoudite, qu'on ne peut davantage classer dans sa diplomatie que Charles Aznavour dans notre politique étrangère. La religion est, à l'évidence, le premier vecteur d'influence

3. Les wahhabites actuels prétendent agir au nom de l'islam et non d'une école de pensée – le wahhabisme – qu'ils accusent d'autres de leur attribuer. Tel n'a pas toujours été le cas et l'on se contente ici de reprendre l'usage courant du concept.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

de l'Arabie Saoudite dans le monde, mais ce phénomène va au-delà du simple outil de politique étrangère.

Les lieux saints de l'islam existaient bien avant l'apparition du wahhabisme et ils lui survivront. Le « serviteur des deux saintes mosquées » tire de cette fonction une influence temporelle sans égale dans le monde musulman. La dynastie nejdie suzeraine de La Mecque depuis 1925 jouit en conséquence d'un prestige dépassant de loin l'audience de la doctrine wahhabite. La connotation positive de l'Arabie Saoudite chez la plupart des musulmans de par le monde contraste avec son image déplorable depuis le 11 Septembre dans les pays occidentaux. Mais ceux-ci ont la mémoire courte, et la littérature française sur l'Arabie depuis le XIXe siècle montre que cette perception est récente et changeante[4].

Le principal outil d'influence de la diplomatie saoudienne est l'aide et non la religion, ce qui tend à banaliser ce pays. Son succès en la matière est mitigé. Les observateurs focalisent leurs critiques sur l'aide saoudienne aux *moudjahidines* afghans, coordonnée avec les États-Unis, et ses effets pervers. Ils ont moins commenté son rôle dans la sortie de crise de certains pays comme le Liban après la guerre civile ou l'Égypte après l'épisode Morsi, ou dans l'aide à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), entre autres. Ils passent habituellement sous silence l'appui de l'Arabie Saoudite à la stabilité économique et financière des pays industrialisés ces dernières décennies, via son rôle de *swing producer* à l'OPEP et, d'une manière générale, sa stratégie de préservation de bas prix du pétrole. Il s'agit pourtant du principal succès de la politique américaine au Moyen-Orient après la Seconde Guerre mondiale, dont ont profité tous les pays occidentaux. L'Arabie Saoudite a été payée de retour avec le parapluie sécuritaire américain, dont la guerre du Golfe a marqué l'apogée en 1991. Le président Obama l'ayant quasiment refermé, il était inévitable que l'Arabie réagisse. Si la virulence de cette réaction a étonné, c'est qu'en annonçant leur retrait du Moyen-Orient, les États-Unis ont laissé le champ libre à l'Iran, pays considéré à Riyad comme le principal fauteur de troubles dans la région.

L'Arabie Saoudite face à l'*hubris* iranien

Pour l'Arabie Saoudite, les États-Unis et l'Iran portent la responsabilité des affres actuelles du Proche-Orient, en Palestine, en Syrie ou en Irak, et leur entente nouvelle se fait au détriment de la stabilité de la région dans son ensemble. Le ressort de la politique de Riyad n'est pas d'ordre ethnique,

4. En 1849, par exemple, Alexandre Dumas présentait sous un jour favorable les wahhabites, ces « calvinistes d'Orient » qu'il percevait comme progressistes face à l'Empire ottoman (cf. A. Dumas et A. Dauzats, *La Mer Rouge, journal de deux voyageurs*, pour faire suite à *Quinze jours au Sinaï*, disponible sur : <http://gallica.bnf.fr>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

l'Arabie s'alliant par exemple à la Turquie contre d'autres Arabes. Il n'est pas davantage religieux, quoi qu'en pensent les tenants de l'opposition sunnites-chiites. L'Arabie s'oppose, en effet, à l'islamisme sunnite (djihadistes et Frères musulmans) et appuie les opposants chrétiens au régime syrien. Il n'est pas non plus idéologique, le royaume saoudien se trouvant dans le camp de républiques comme l'Égypte et la Turquie. L'Arabie craint que les successions de régimes autoritaires ne débouchent sur les ingérences et le chaos, qui prospèrent sur l'héritage des dictatures. Elle s'est, par exemple, opposée à Saddam Hussein, mais aussi à l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Elle tente d'empêcher que le chaos proche-oriental ne gagne la péninsule Arabique et voit avec consternation les États-Unis en abandonner les victimes palestiniennes, syriennes ou irakiennes, alors même qu'ils portent une lourde responsabilité dans leurs malheurs.

On s'est habitué, depuis le pacte américano-saoudien de 1945, à considérer comme donnée immuable l'échange de la protection américaine contre la garantie par l'Arabie Saoudite d'un approvisionnement pétrolier des Occidentaux à des prix modérés. L'étroitesse des liens américano-saoudiens depuis 70 ans empêche jusqu'à présent toute rupture radicale, mais il paraît naturel que l'Arabie Saoudite œuvre à préserver ses intérêts suite au retrait américain de la région, dont le président Obama a présenté une synthèse dans son interview à *The Atlantic* d'avril 2016. Le nouvel interventionnisme saoudien survient, par ailleurs, dans le contexte du passage à une génération de dirigeants plus jeunes, porteurs de mutations profondes, et à l'issue d'une décennie où l'expansion rapide de l'économie saoudienne a conféré au pays des moyens sans précédent[5]. Ces moyens ont éveillé de nouvelles ambitions et poussé à l'adoption d'une politique étrangère plus active.

L'Arabie Saoudite se démène pour ne pas être isolée

Entre lâchage américain et menace iranienne, l'Arabie Saoudite inquiète se démène pour ne pas se trouver isolée, avec un succès mitigé en Syrie et au Yémen. Elle craint que les antagonismes et les fragilités internes dans le Golfe ne débouchent sur sa déstabilisation. Une telle perspective semble moins inquiéter les Américains que la Chine, très dépendante des hydrocarbures du Moyen-Orient. Dans un tel contexte, ce pays pourrait monter en puissance dans le Golfe au plan sécuritaire, accentuant la dérive asiatique de la région. Les pays européens laissent faire. Le problème est moins de savoir si les craintes de l'Arabie Saoudite à l'égard de l'Iran sont fondées que de dissuader ces deux acteurs d'agir, même de façon préventive, ou de réagir outre mesure à des incidents.

5. Selon le SIPRI, l'Arabie Saoudite est passée en 2015 au troisième rang mondial en matière de dépenses militaires derrière les États-Unis et la Chine, avec 87,2 milliards de dollars, en hausse de 5,7 % sur 2014.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

D'une manière générale, le Moyen-Orient arabe éprouve des difficultés à s'adapter au désengagement des États-Unis, tant ce pays a pesé sur son sort depuis la Seconde Guerre mondiale. Les Arabes n'arrivent pas à admettre leur dévalorisation stratégique et à en tirer les conséquences. Meilleur allié arabe des Américains, l'Arabie Saoudite s'effraie de leur ingratitude et tente de les dissuader de succomber à la tentation iranienne, qu'elle a du coup tendance à surestimer. Mais l'heure n'est plus aux atermoiements de la guerre du Golfe.

Dernier État arabe d'importance, l'Arabie Saoudite a une forte conscience de ses faiblesses face à l'*hubris* de l'Iran. Ce dernier est parvenu à étendre son hégémonie sur l'Irak, la Syrie et le Liban, tout en étant récompensé par les Occidentaux et en devenant le principal allié de la Russie dans la région. L'Arabie Saoudite s'efforce d'empêcher l'Iran de redevenir le « gendarme du Golfe » qu'il était du temps du Chah et d'exporter de surcroît la révolution islamique sur sa rive arabe, perspective qu'elle perçoit comme un danger existentiel. Ses craintes sont motivées par l'état catastrophique du Proche-Orient, dont l'Iran n'est certes pas la source, mais qu'il entretient, du point de vue saoudien. Elle met les États-Unis en garde depuis plusieurs années, mais en vain. Faute d'allié de rechange, elle ne perd pas une occasion de manifester sa détermination à défendre ses intérêts depuis environ un an, à rebours de sa modération proverbiale.

La nouvelle diplomatie saoudienne, réaction au retrait américain du Moyen-Orient

Une série d'initiatives marquent l'affirmation régionale de l'Arabie Saoudite, à commencer par le lancement d'une campagne militaire au Yémen en mars 2015, à la tête d'une coalition arabe. Deux mois après sa montée sur le trône, le roi Salman signifiait ainsi qu'il ne tolérerait pas la présence d'un pouvoir sous influence iranienne dans la péninsule Arabique, comme son prédécesseur l'avait d'ailleurs fait dès mars 2011 au Bahreïn. Toujours au mois de mars 2015, l'Arabie Saoudite décidait d'augmenter sa production pétrolière, alors que les prix chutaient depuis l'été précédent. En l'augmentant d'un million de barils/jour entre mars et juin, elle accentuait une évolution qui, un an après, provoquait une baisse sans précédent des cours, et précipitait la plupart des exportateurs d'hydrocarbures dans la crise. Parmi les victimes de cette évolution historique aggravée par la politique saoudienne, figuraient les producteurs américains d'hydrocarbures de schiste, l'Iran et la Russie, plus que les pays du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG) dont les réserves en devises permettaient d'amortir le choc.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Outre l'objectif premier de conserver ses parts de marché et, partant, de maximiser ses gains dans un contexte pétrolier mondial déprimé, la politique pétrolière de l'Arabie Saoudite pouvait ainsi servir sa politique étrangère en rendant plus coûteuse la campagne militaire de l'Iran et de la Russie en Syrie. Le refus saoudien de servir de producteur d'appoint affecte aussi l'économie saoudienne, mais l'abondance sans précédent des stocks mondiaux de pétrole laisse penser que l'impact d'une baisse éventuelle de la production saoudienne sur les prix viendrait difficilement compenser la hausse des quantités exportées. L'Arabie Saoudite risque d'être le seul pays à ne pas profiter d'une baisse de la production, si les autres principaux exportateurs, au rang desquels la Russie et l'Iran, n'y contribuent pas. L'Iran voulant augmenter sa production pour recueillir les fruits de l'accord nucléaire du 14 juillet 2015, une telle perspective paraît illusoire, ce qui oriente les prix du pétrole à la baisse.

Craignant les conséquences de l'accord nucléaire avec l'Iran, le roi Salman a manifesté son mécontentement en déclinant l'invitation des dirigeants des pays du CCEAG à Camp David, le 14 mai 2015. Les échanges de visites de part et d'autre n'ont pas atténué la profonde crise de confiance qui mine les relations américano-saoudiennes. L'espoir d'amélioration entretenu en Arabie Saoudite pour l'après-Obama se heurtera à l'évolution structurelle de la production pétrolière des États-Unis, qui atténue pour longtemps leur intérêt pour le pétrole du Golfe. Pourquoi l'armée américaine s'engagerait-elle dans cette région pour garantir l'approvisionnement des pays asiatiques, pense-t-on à Washington ?

Sur le dossier syrien, l'Arabie Saoudite a tenté de renforcer l'opposition modérée en organisant avec succès à Riyad en décembre 2015 une réunion incluant des groupes combattants, dans la perspective de la reprise des négociations à Genève sous l'égide de l'ONU. Elle s'est également rapprochée de la Turquie, dont le rôle sur le terrain est primordial, l'appartenance de cette dernière à l'OTAN pouvant théoriquement servir de force d'entraînement pour les États-Unis. Le soutien saoudien aux groupes combattants reste contraint par l'observation des règles américaines de livraison d'armes (pas de fourniture de missiles sol-air notamment). Le 14 décembre 2015, le vice-prince héritier saoudien Mohammed ben Salman a pris, de manière impromptue, l'initiative de créer une coalition islamique contre le terrorisme, qui devait rassembler 34 pays[6]. Cette

6. Arabie Saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, EAU, Égypte, Gabon, Guinée, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maldives, Mali, Malaisie, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigeria, Pakistan, Palestine, Qatar, Sénégal, Soudan, Sierra Leone, Somalie, Tchad, Togo, Tunisie, Turquie et Yémen. Dix autres pays devaient lui apporter leur soutien, assurait alors Mohammed ben Salman.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

coalition improvisée a conduit en mars 2016 les manœuvres *Tonnerre du Nord* à proximité de la frontière irakienne, démonstration de force ayant valeur de message à l'Iran.

L'exécution du cheikh chiite Nimr Al-Nimr le 2 janvier 2016, que nombre d'observateurs ont interprétée comme un message à Téhéran, reflète en fait un durcissement interne face aux djihadistes, après une série d'attentats en Arabie Saoudite. Notons que les Saoudiens soupçonnent les Iraniens de connivence avec Daech, dont les attentats anti-chiites ont curieusement épargné ce pays. Cette exécution a eu pour conséquence immédiate et imprévue l'attaque des emprises diplomatiques saoudiennes en Iran et, en rétorsion, la rupture par l'Arabie Saoudite de ses relations diplomatiques avec ce pays. L'épisode a confirmé aux yeux des Saoudiens que le discours américain sur les vertus de l'accord nucléaire pour ramener Téhéran sur le droit chemin était un leurre.

Les Saoudiens soupçonnent les Iraniens de connivence avec Daech

L'Arabie a poursuivi, parallèlement, une politique d'isolement de l'Iran et de ses alliés, notamment dans la Ligue arabe et l'Organisation de la coopération islamique. La décision prise par Riyad le 19 février 2016 de suspendre la livraison d'équipements militaires au Liban (contrat Donas) pour punir ce pays de s'être dissocié de la condamnation de l'Iran par la Ligue Arabe et l'OCI, manifeste aussi sa fermeté face à Téhéran. Elle vient en fait sanctionner le contrôle *de facto* du système politique libanais par le Hezbollah, au moment où le CCEAG classe cette organisation comme terroriste (2 mars 2016). La crainte que les armes promises par la France ne tombent dans les mains de la milice chiite a persuadé l'Arabie de revenir sur sa promesse. L'armée libanaise était pourtant perçue comme au-dessus des partis et son renforcement devait consolider ses positions face au Hezbollah qui, du coup, accentue son avantage intérieur. Si certains craignent que la décision saoudienne ne revienne à abandonner le Liban à la mainmise iranienne, elle met fin, en tout cas, à une situation où l'argent saoudien se déversait à flots sur ce pays sans contrepartie. Elle marque donc non seulement une inflexion politique, mais aussi la fin de la prodigalité saoudienne à tout va, à la suite de la contraction des recettes pétrolières. Les autres récipiendaires de l'aide saoudienne auront sans doute compris le message.

L'annonce en mars 2016 de l'installation éventuelle d'une base militaire saoudienne à Djibouti participe aussi de cette politique d'affirmation régionale, même si l'on n'en voit guère l'intérêt opérationnel. La marine saoudienne dispose d'ores et déjà d'une base aux îles Farasan, relativement

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

proche du détroit de Bab El-Mandeb, et, au regard de son équipement modeste, ne peut guère assurer une présence loin de ses attaches. Peut-être Djibouti offrira-t-il des facilités d'atterrissage et de ravitaillement à l'aviation saoudienne, mais l'essentiel n'est pas là : l'annonce présente le double intérêt de placer l'Arabie Saoudite au niveau des pays qui ont déjà (France, États-Unis) ou auront (Chine) une base à Djibouti et, sans doute, de payer ce pays de retour pour sa solidarité contre l'Iran.

Mises bout à bout, toutes ces initiatives démontrent la détermination de l'Arabie Saoudite à être prise au sérieux, à rebours du passé. Elles forment un ensemble visant à rendre crédible un pays qui ne l'était guère sur le plan militaire. En ce sens, elles ne heurtent pas les intentions d'Obama, qui cherche justement à responsabiliser les alliés des États-Unis dans le Golfe[7]. Il faut y ajouter le soin mis par la diplomatie saoudienne à se concilier l'appui des autres puissances qui comptent – France (jamais les relations franco-saoudiennes n'ont été aussi étroites que depuis 2015), Turquie, Chine, Inde… –, pour tenter de contrer l'Iran à tous les niveaux et en premier lieu sur le principal théâtre de la guerre froide saoudo-iranienne : la Syrie.

L'Arabie Saoudite et la Syrie

En Syrie, l'Arabie Saoudite appuie politiquement la coalition de l'opposition au régime et militairement les groupes insurgés qui combattent le régime et Daech. Cette organisation a désigné l'Arabie Saoudite comme son ennemi numéro un et mène sur le territoire saoudien une campagne d'attentats (16 depuis novembre 2014). Interpréter l'appui de Riyad à des groupes insurgés porteurs d'une idéologie fondamentaliste comme une alliance, même tacite, entre l'Arabie et les djihadistes, qu'ils appartiennent à Daech ou Al-Qaïda (Al-Nusra) serait une lourde erreur. Riyad s'emploie, par contre, à favoriser l'unité de l'opposition au régime syrien pour en venir à bout, persuadée que celui-ci et son allié iranien sont la source des maux de la Syrie, y compris l'émergence de Daech. Ceux qui imputent à l'Arabie Saoudite la responsabilité principale de l'état actuel du Proche-Orient rejoignent en fait le discours de Daech.

Avant même l'intervention militaire russe en Syrie lancée le 30 septembre 2015, l'Arabie Saoudite a tenté de défaire l'alliance entre Damas, Téhéran et Moscou en faisant miroiter à la Russie des contrats et une

7. Le complexe militaro-industriel américain touche les dividendes de cette politique : selon le SIPRI, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis ont été ses deux premiers clients dans le monde de 2011 à 2015. La Defense Security Cooperation Agency américaine indique pour sa part que les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite sont passées de 16 milliards de dollars durant les huit ans de la présidence de George W. Bush à 47,8 milliards de dollars durant les cinq premières années de la présidence Obama.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

coopération dans divers domaines. Après avoir signé six accords de coopération, dont un dans le nucléaire, en juin 2015 à Moscou, le vice-prince héritier Mohammed ben Salman a promis le mois suivant que le Public Investment Fund (fond souverain saoudien) investirait jusqu'à 10 milliards de dollars dans le secteur pétrolier russe. L'accord de principe saoudo-russe conclu au début de 2016 à Doha pour limiter la production pétrolière à son niveau de janvier si les autres producteurs en font autant représente une autre tentative d'enfoncer un coin entre la Russie et l'Iran, ce dernier souhaitant accroître sa production pour toucher les dividendes de l'accord nucléaire.

Les Saoudiens sont prêts à faire preuve de pragmatisme avec l'Iran, comme durant la période d'une dizaine d'années ouverte par le président Rafsandjani en 1996, durant lesquelles ce pays soutenait déjà le régime syrien, mais de façon modérée. Les deux parties s'accommodaient du *modus vivendi* défini à l'époque. Cependant, face à la politique iranienne actuelle et à l'incertitude du soutien américain, les Saoudiens entendent assumer leurs responsabilités. Aussi cherchent-ils à démontrer leurs capacités d'influence ou de nuisance pour amener l'Iran à résipiscence, et s'opposer à tout redécoupage des frontières au Moyen-Orient.

L'Arabie Saoudite et le Yémen

Plus d'un an après son déclenchement, le 25 mars 2015, l'offensive de la coalition menée par l'Arabie Saoudite au Yémen n'est pas venue à bout des forces conjointes des Houthis et de l'ancien président yéménite Ali Abdallah Saleh. Elle est parvenue à reprendre Aden, mais pas Sanaa. Les pertes humaines (plus de 6 000 morts et 2,5 millions de déplacés côté yéménite ; certaines sources évoquant plus de 3 000 victimes saoudiennes) et matérielles (environ 100 milliards de dollars de dégâts, plus le coût des opérations, à propos duquel circulent les chiffres les plus fantaisistes) sont exorbitantes. Les Saoudiens rétorquent que leurs objectifs sont en grande partie atteints : premièrement prouver que l'avancée des forces pro-iraniennes au Moyen-Orient est désormais contenue par une coalition dotée d'une puissance de feu redoutable ; deuxièmement montrer à l'Iran que cette coalition a la maîtrise du ciel ; troisièmement illustrer la disposition des pays du Golfe à soutenir une guerre longue ; quatrièmement démontrer la capacité de l'Arabie Saoudite à rassembler et conduire dans la durée une coalition de pays voisins ou proches, appuyée par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Le lancement de la campagne yéménite en mars 2015 est, enfin, lié au désir d'affirmation sur le plan intérieur du prince Mohammed ben Salman, qui venait alors d'être nommé vice-prince héritier et ministre de la Défense, et faisait donc ses premières armes.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Le bilan peut sembler maigre au regard de la brutalité de la démonstration de force, mais il ne l'est pas au plan psychologique. Les pays du CCEAG n'avaient jamais mené une guerre moderne. Ils avaient confié leur sécurité aux Américains et leur avaient laissé le soin de libérer le Koweït voici 25 ans. Leur mode de vie sybarite en faisait la risée d'Iraniens condescendants et aguerris ; ceci n'est désormais plus de mise. L'esprit de défense n'avait guère de prise dans les populations des pays du CCEAG, et leurs gouvernants tentent d'exploiter les conflits actuels pour l'édification d'une jeunesse souvent oisive.

La « petite Sparte » émirienne a particulièrement brillé et la guerre du Yémen demeurera sans doute un événement fondateur pour les Émirats Arabes Unis, certes douloureux en raison des pertes essuyées mais important pour la formation d'une véritable armée nationale (avec l'introduction de la conscription). Le grand voisin iranien sait maintenant ce qu'il en coûterait de s'attaquer à une fédération souvent vue avec dédain à Téhéran. La cohésion de la fédération et la légitimité du prince héritier d'Abou Dabi et commandant-fondateur de l'armée émirienne moderne en sortent renforcées. L'Arabie Saoudite tend à suivre le processus de militarisation des Émirats, à un moindre degré compte tenu de l'absence de tradition militaire récente des Saoud, mais l'admiration du vice-prince héritier saoudien pour le chef de guerre que fut son grand-père est patente et parlante. Côté saoudien, le bilan est moins probant. L'aviation a rempli ses tâches, mais a souffert de la comparaison avec les avions émiriens et elle a commis de grosses bavures. La marine a été plus efficace qu'escompté. Les forces terrestres n'ont, par contre, guère été utilisées et n'ont donc pas prouvé grand-chose. La logistique n'a pas été optimale. À ceux qui considèrent que le résultat n'est pas à la hauteur des centaines de milliards de dollars dépensés pour l'équipement de leur armée, les Saoudiens rétorquent que l'organisation d'une opération extérieure ne relève pas seulement de la technique. La guerre au Yémen n'a pas mobilisé les Saoudiens. Elle a cependant marqué une tentative de forger dans la jeunesse un patriotisme peu répandu chez ses aînés, dont il serait prématuré de juger des résultats.

Les pays arabes du Golfe n'avaient jamais mené une guerre moderne

Cette guerre, dont la plupart des Saoudiens trouvent qu'elle a trop duré, a eu de nombreux effets négatifs, à commencer par les lourdes pertes humaines, matérielles et financières bien sûr. Elle a également accentué les divisions interarabes, ajoutant un nouveau conflit sanglant entre Arabes à la litanie de leurs affrontements. Elle n'a rien résolu sur le fond et a même sans doute envenimé les différends inter-yéménites, comme l'ont montré les manifestations organisées à Sanaa et Aden un an après le début

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

des hostilités. Elle s'est accompagnée d'une progression d'Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) et de Daech dans le sud du pays. Elle a concentré les forces de la coalition sur un théâtre d'opérations secondaire où la présence iranienne était marginale. La difficulté d'arrêter la guerre illustre, enfin, combien l'Arabie Saoudite a peiné à déterminer un objectif précis aux hostilités. Mais ce qui importe pour les pays de la coalition est qu'elle ait contenu les avancées régionales de l'Iran.

***

Ce tour d'horizon de la politique régionale de l'Arabie Saoudite répond à la question lancinante reprise *ad nauseam* depuis le 11 septembre 2001 : ce pays n'est-il pas le *deus ex machina* du djihadisme, d'Al-Qaïda à Daech ? Il apparaît en définitive que les déterminants de sa politique étrangère n'ont rien d'original. Les Saoud s'opposent à toutes les forces centrifuges susceptibles de menacer sa cohésion interne. C'est pour se concilier les oulémas wahhabites qu'ils appuient leur prosélytisme. La politique étrangère saoudienne ne suit pas des considérations d'ordre religieux et n'a, en fait, d'autre dessein que la préservation du pays tel qu'il est, et l'aménagement des conditions nécessaires à son développement. Le wahhabisme, connu pour son opposition au chiisme, n'est pas non plus la source des préventions saoudiennes vis-à-vis de l'Iran, même s'il les alimente. Si Daech représente pour l'Arabie Saoudite un danger moindre que celui posé par Téhéran et ses séides, notamment le régime syrien et le Hezbollah, cela ne suffit pas à définir une alliance, ne serait-ce qu'objective, entre eux. Faire de l'Arabie Saoudite un repoussoir sous ce prétexte, c'est faire fausse route. Elle mène une lutte déterminée contre le terrorisme et son financement.

Le cliché d'une Arabie Saoudite immobile sous le poids d'un wahhabisme obscurantiste ne tient plus. Les déterminants de sa politique étrangère sont plus géopolitiques qu'idéologiques, et la transition politique en cours à Riyad porte en germes d'importants changements économiques et sociaux, dans un contexte de chute de la rente pétrolière. L'immense soif de respect des nouveaux dirigeants saoudiens repose sur les acquis d'une construction nationale encore fragile, mais qui reste pérenne dans une région où l'instabilité se généralise. Même si la chute des prix du pétrole ralentit pour le moment le déploiement régional de l'Arabie Saoudite[8], celui-ci est appelé à durer, car il ne fait qu'accompagner l'affirmation d'un

8. Le pétrole a perdu les 3/4 de son prix entre les deux premiers mois de 2014 et de 2016. Les avoirs extérieurs saoudiens ont chuté de 17 % en un an, mais demeurent au niveau appréciable de 592 milliards de dollars à la fin de février 2016.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

pays faisant à présent partie du G20. L'Arabie Saoudite a les moyens de son émergence comme puissance régionale. Elle est le dernier pays d'importance à s'opposer à la perspective d'une domination irano-russe sur un Moyen-Orient délaissé par les Américains.

L'émancipation de l'Arabie Saoudite débouche sur une nouvelle politique étrangère en cours de définition, qu'il serait donc prématuré de juger avant de l'avoir tout à fait comprise. La période actuelle marque le début de la fin de la dépendance stratégique des pays du CCEAG vis-à-vis des États-Unis. Riyad et ses alliés tendent à prendre en main leur sécurité pour contenir la poussée iranienne dans la région, ce qui engendre une guerre froide saoudo-iranienne au moment où s'efface l'hostilité des États-Unis envers l'Iran. Ces pays sont encore loin d'avoir bâti un système de sécurité collective, mais la résilience de l'Arabie Saoudite au chaos auquel un redécoupage éventuel des frontières du Proche-Orient vouerait la région, ne devrait pas étonner. Les effets de la tragédie syrienne sur l'Europe montrent que cette politique coïncide avec les préoccupations et les intérêts des pays européens. L'entente franco-saoudienne repose plus sur ce constat que sur des considérations commerciales. L'ampleur des différences entre les systèmes politiques et sociaux des deux pays n'empêche pas une communauté de vues sur le plan diplomatique. La France pourrait mettre davantage ce facteur au service de sa capacité à favoriser l'évolution politique et sociale d'un pays plus réceptif à la modernité que ses détracteurs ne le croient.

PH

Mots clés
Moyen-Orient
Arabie Saoudite
Guerre en Syrie
Yémen

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)